

Congrès AFSP Paris 2013

Section thématique 57 – Comment étudier les clubs, les fondations politiques et les « think tanks » ?

Cagé Agathe, Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

agathe.cage@ens.fr

Le concept de « champ faible », un outil heuristique pour une sociologie des *think tanks* ?

Importé des États-Unis à partir des années 1970, le « modèle » du *think tank* s'est imposé parmi les outils incontournables de la montée en puissance et des recompositions de la figure de l'expert en France. Cette thématique est le plus souvent abordée au détour d'objets plus larges, tels que les processus de construction de l'action publique, les sciences de gouvernement¹, la sociologie des intellectuels et de l'expertise², etc. Mais si les travaux de ce type constituent un stock de connaissances indispensables pour qui veut traiter des *think tanks*, ils n'interrogent pas directement les réalités que recouvre cette notion.

Les études dédiées aux *think tanks* demeurent quant à elles souvent prisonnières des approches fonctionnalistes et des usages essentialistes de distinctions comme celle entre société civile et État, qui permettent difficilement de penser les phénomènes d'hybridation dérivant de la multipositionnalité de nombreux membres de *think tanks*. Elles tendent par ailleurs « à s'enliser dans l'épineuse question de la définition de ce qu'on entend par "think tank", un exercice qui dégénère souvent en de vaines questions sémantiques »³, et dont la pertinence est rendue doublement problématique dans le cas des travaux portant sur des pays autres que les États-Unis, du fait des opérations de sélections et de redéfinitions qui caractérisent toute pratique d'import-export symbolique⁴.

Une véritable sociologie des *think tanks* en France reste par conséquent à faire, qui ne se focalise ni sur les débats sémantiques, ni sur les débats fonctionnalistes, mais pose le problème central de l'unité, de l'hétérogénéité, et en définitive de l'« existence » même de la catégorie « *think tanks* ». Celle-ci regroupe en effet des institutions dissemblables sous de nombreux rapports : taille, volume et structure du financement, statut par rapport à l'État, degré de professionnalisation, d'engagement idéologique, de dépendance symbolique et/ou matérielle par rapport à des organisations politiques ou économiques, etc. Mais elle est dans le même temps la catégorie à travers laquelle s'autodésignent ou se laissent désigner ces

¹ Voir notamment l'introduction d'Olivier Ihl à Olivier Ihl (dir.), *Les « sciences » de l'action publique*, Paris, PUG, 2006.

² Pour une présentation de la recomposition des modes d'intervention politique des intellectuels en France et, dans ce cadre, de la montée en puissance des *think tanks*, voir notamment Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°176-177, pp. 8-31.

³ Simon James, "Review of *Capturing the Political Imagination: Think Tanks and the Policy Process*", *Public Administration*, n°76 (2), 1998, pp.409-410, cité in Thomas Matthew Medvetz, *Think tanks and Production of Policy-knowledge in America*, PhD, University of California, Berkeley, 2007, p.12.

⁴ Pierre Bourdieu, « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Cahier d'histoire des littératures romanes*, 14 (1-2), 1990, pp.1-10.

Congrès AFSP Paris 2013

organisations et leurs promoteurs, l'autodéfinition étant d'ailleurs le cas le plus fréquent⁵. Or si des acteurs divers sont attachés à un label similaire, on doit s'interroger sur les conditions d'un tel attachement et ne pas conclure prématurément au caractère purement sémantique de cette catégorie, voire à son inexistence. Car, comme le notait déjà Luc Boltanski au sujet du groupe des cadres, « *de quelle science souveraine le sociologue pourrait-il s'autoriser pour contester la réalité d'un principe d'identité dans lequel se reconnaissent les agents sociaux ?* »⁶.

Nous interrogerons donc dans un premier temps l'existence de convergences entre les différentes structures se réclamant de l'identité *think tank*, avant de tenter de penser des logiques de structuration de l'espace des *think tanks* en France au-delà du seul recours à une étiquette et à un système de représentations communes, de reconstruire l'espace des relations dans lequel s'inscrivent les *think tanks* et d'appréhender leur position au sein de l'espace du pouvoir. Nous montrerons que le positionnement *structurellement hybride* des *think tanks*⁷ – organisations situées dans les interstices d'espaces de pouvoir multiples – rejoint les propriétés sociales de leurs promoteurs, figures de dominés au sein du champ du pouvoir – énarques non issus de la botte, conseillers techniques des cabinets ministériels, etc. –, qui font de leur multipositionnalité une stratégie, en érigeant l'hybridité en critère de compétence face à des concurrents – hauts fonctionnaires des grands corps, universitaires plus renommés sur le plan scientifique, professionnels de la politique, etc. –, supposés moins capables d'établir des ponts entre des mondes dont le décroisement est présenté comme une nécessité.

Nous ferons enfin l'hypothèse qu'il est possible, en s'appuyant sur le concept forgé par Christian Topalov dans son étude de la nébuleuse réformatrice⁸, de penser l'espace des *think tanks* français comme un « *champ faible* », c'est-à-dire comme un espace hétéronome, éclaté entre logiques politico-étatiques, académiques, médiatiques et économiques, espace dépendant de pouvoirs extérieurs mais aussi lieu de production conceptuelle à l'impact extérieur réel. Les *think tanks* en France se caractérisent en effet comme des lieux d'échanges dont la majorité des acteurs, d'une part, dépendent largement d'activités professionnelles extérieures et dont, d'autre part, le succès, lorsqu'il est au rendez-vous, se caractérise selon un apparent paradoxe par une sortie de ces acteurs de l'organisation.

Or le concept de « *champ faible* » permet de penser, au-delà de la mise en lumière des convergences symboliques et structurelles de l'espace des *think tanks*, les sorties de champ – voire les autodissolutions – comme des critères de réussite. Il laisse de plus entrevoir que le degré d'influence – entendu non dans le sens vague fréquemment employé par les acteurs eux-mêmes, mais comme une notion mesurable à l'aune de leurs trajectoires ascendantes ou descendantes – des *think tanks* ne saurait être déterminé au seul regard de leur capacité à durer, à grandir, ou à atteindre la masse critique. Il ouvre en outre la possibilité d'une analyse fine, c'est-à-dire s'appuyant sur des trajectoires individuelles, des conditions d'une possible reconversion dans les univers politico-étatiques, médiatiques, universitaires et/ou

⁵ On peut par exemple citer les quelques lignes de présentation de la Fondation pour l'innovation politique – « un *think tank* visant à formuler propositions politiques, économiques et sociales et recommandations innovantes » (<http://www.fondapol.org>) –, de la Fondation Concorde – « think tank populaire, libre et ouvert dont la particularité est de faire travailler ensemble universitaires, experts, hommes et femmes d'entreprise » (<http://www.fondationconcorde.com>) –, ou encore de la Fondation Terra Nova, « "think tank" politique qui a pour but de produire et diffuser des solutions de politiques publiques pour la gauche progressiste en France, en Europe et à l'international » (extrait des statuts).

⁶ Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Minuit, 1982.

⁷ L'hybridité structurelle des *think tanks* américains est un des résultats principaux de la thèse de Thomas M. Medvetz consacrée à ces institutions (cf. *supra*).

⁸ Christian Topalov (dir.), *Laboratoire du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France (1880-1914)*, Paris, éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1999.

Congrès AFSP Paris 2013

économiques, des capitaux spécifiquement accumulés grâce à l'inscription dans un *think tank*, conditions très inégalement réunies selon les lieux, les moments, mais aussi les membres d'organisations qui donnent à voir de nombreux exemples de « misère de position ».

1. Pour une véritable sociologie des think tanks en France : convergences symboliques et convergences structurelles

Si la sociologie des *think tanks* américains proposée par Thomas Medvetz a permis de mettre en perspective le rôle et les acteurs de ces objets de production de savoirs outre-Atlantique⁹, une étude généraliste similaire n'a pas encore été conduite s'agissant des *think tanks* français, la plupart des travaux de recherche étant soit consacrés à des catégories spécifiques de *think tanks*, soit à des monographies¹⁰. Une telle étude nécessite de dépasser les débats purement sémantiques, toujours vains dès lors qu'ils s'attachent à établir des distinctions entre des objets dont ils n'ont appréhendé ni les caractéristiques des acteurs, ni la position dans l'espace du pouvoir. Elle se doit également de dépasser les approches qui ne s'attacheraient qu'à l'analyse de la fonction officielle attribuée aux *think tanks*, à savoir la production de savoirs pour l'action (plus ou moins ancrés académiquement et orientés vers des pratiques politiques, économiques ou journalistiques), dès lors que ce type de savoirs est produit quotidiennement par des institutions de nature aussi diverse que le CNRS, des syndicats, des administrations publiques ou même des grandes entreprises, qui ne se reconnaissent pas, loin s'en faut, dans l'appellation *think tank*. Elle doit enfin permettre de prendre en charge la distinction entre des institutions qui s'auto-désignent comme *think tank* ou qui, *a minima*, ne conteste pas cette étiquette, et celles qui sont ainsi labellisées dans le cadre de travaux le plus souvent comparatistes mais qui ne se reconnaissent pas dans ce label¹¹.

L'objectif de cette communication est de tracer les grandes lignes de ce que pourrait être une véritable sociologie des *think tanks* en France. La mise en lumière des convergences

⁹ Thomas Medvetz s'est attaché à comprendre le rôle politique des *think tanks* et à expliquer leur émergence à partir de trois grands phénomènes, « la présence persistante d'un milieu des affaires puissant et possédant les moyens et la volonté de mettre en place sa propre machine de production intellectuelle », « l'absence ou la faiblesse relative d'institutions politiques alternatives qui auraient pu rendre caduque l'existence des *think tanks* et absorber le "surplus d'intellectuels" du pays » et « le caractère technocratique des sciences sociales naissantes » (Thomas Medvetz, « Les *think tanks* aux Etats-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2009/1-2 (n°176-177), p. 92). Il a notamment fixé comme objectifs à son travail sur les *think tanks* « d'historiser la formation de ce nouveau sous-espace de production de connaissances qui a émergé à l'intersection des champs académique, politique, économique et médiatique, ainsi que de rendre compte non seulement des règles et des hiérarchies qui y prévalent mais aussi des luttes et partenariats quotidiens qui existent entre ses membres » (Thomas Medvetz, « Terra Obscura : Vers une Théorie des *think tanks* américains », in Yann Bérard, Renaud Crespin, *Aux Frontières de L'expertise : Dialogues Entre Savoirs et Pouvoirs*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, p. 157).

¹⁰ Parmi les premiers, on peut notamment citer la thèse de doctorat de Lucile Desmoulins sur les *think tanks* internationalistes et spécialistes des questions de défense (*Le rôle des Think Tanks dans les processus de décision de politique extérieure : analyse comparée, Etats-Unis, Royaume-Uni, France*, Université Paris Sorbonne, 2005) et celle en cours de Julien Arnoult sur les organes de réflexion et de conseil auprès du premier ministre (*Les organes de réflexion et de conseil auprès du premier ministre : un modèle français de think tank ?*).

¹¹ C'est notamment le cas du CNRS, qui est assimilé à la catégorie des *think tanks* dans l'article de Catherine Fieschi et John Gaffney "French *think tanks* in comparative perspective" (in Diane Stone, Andrew Denham et Mark Garnett (eds.), *Think tanks across nations, a comparative approach*, Manchester, Manchester University Press, 1998, pp. 43-58).

Congrès AFSP Paris 2013

symboliques et structurelles des *think tanks* français semble constituer, en permettant de dégager les logiques structurantes d'un ensemble d'organisations se présentant au premier abord comme, si ce n'est un ensemble flou, à tout le moins comme un univers aux contours indécis, une première étape indispensable.

1.1. L'appellation *think tank* : un label de modernité ?

Les convergences symboliques apparaissent clairement sur le terrain des représentations, et tout d'abord dans le recours par les promoteurs de ces institutions à l'étiquette *think tanks* elle-même, qui joue comme un label de modernité, pour les *think tanks* généralistes comme pour les *think tanks* spécialisés, pour les *think tanks* politiques comme pour les *think tanks* académiques, non seulement à travers l'emploi d'un terme anglo-saxon (le plus souvent traduit par l'expression « réservoir d'idées » en français, même si la traduction littéraire est « groupe de réflexion »), mais également à travers la référence directe aux institutions américaines désignées comme *think tanks*.

Le terme *think tank* a commencé à être employé dans son acception actuelle aux Etats-Unis à la fin des années 1950, d'abord pour désigner le Center for Advanced Study in the Behavioral Sciences, du fait de l'importante concentration de théoriciens et de techniciens en son sein, puis pour caractériser des institutions existant pourtant depuis déjà plusieurs décennies, telles que la Brookings Institution, le Twentieth Century Fund ou encore la Carnegie Endowment for International Peace¹². Son apparition à partir des années 1960 en France, au moment même où les clubs politiques sont au cœur de nombreux travaux de science politique¹³ et dans un contexte historique pour lequel Luc Boltanski a pu parler de « fascination pour l'Amérique »¹⁴, n'est pas neutre. Elle exprime en effet une double rupture dans l'appréhension des lieux et réseaux de réflexion, qu'ils soient ou non de nature politique.

D'une part, symboliquement, l'importation du terme *think tank* traduit un recours au modèle américain comme ressource (en tant que figure recherchée de l'excellence), et ce au moment de son apparition comme encore aujourd'hui. Quoique relativement méconnus quant à leurs modes de fonctionnement et à leur production, les *think tanks* américains sont particulièrement valorisés dans le monde français des experts pour lesquels ils constituent de véritables références¹⁵. L'un des tout premiers *think tank* internationaliste français, le Centre de Prospective et d'Evaluation, est ainsi créé au sein du ministère des Armées en 1964 (il disparaîtra dix-huit ans plus tard) sur le modèle du Policy Planning Staff, *think tank* créé en 1947 par Georges Kennan à la demande du Secrétaire d'Etat Georges C. Marshall comme une source d'analyse politique indépendante et de conseil pour le département d'Etat américain. Plus de quarante ans plus tard, c'est aux Etats-Unis et en bénéficiant de l'appui du Center for American Progress, *think tank* américain proche du Parti démocrate, que les experts du *think*

¹² Thomas Medvetz, « Les think tanks aux Etats-Unis. L'émergence d'un sous-espace de production des savoirs », *op. cit.*, p. 82.

¹³ On peut notamment citer *Les clubs et la vie politique* de Janine Mossuz-Lavau (Paris, Armand Colin, 1970).

¹⁴ Le second chapitre des *Cadres. La formation d'un groupe social* (Paris, Minuit, 1982) a pour titre « La fascination de l'Amérique et l'importation du management » (pp. 155-236). Luc Boltanski fait notamment référence à « l'importation des systèmes de valeurs, des technologies sociales et des modèles d'excellence d'origine américaine qui ont accompagné et parfois précédé la réalisation du plan Marshall » (p. 155).

¹⁵ Dans un entretien accordé à l'occasion des vingt ans de l'Institut Français des Relations internationales (IFRI), Thierry de Montbrial déclarait ainsi qu'au moment de la création de l'IFRI, il s'était « inspiré des pratiques anglo-saxonnes » (« La gouvernance devient un thème majeur de réflexion et de débats », propos recueillis par Alain Frachon et Erik Izraelewicz, *Le Monde*, 26 octobre 1999).

Congrès AFSP Paris 2013

tank politique de gauche Terra Nova se rendent fin 2008 puis en mars 2009 pour une mission d'étude sur l'organisation de primaires ouvertes.

D'autre part, le recours à la dénomination *think tank*, que l'on voit se développer au moment même où la technicité des compétences possédées devient une ressource primordiale dans la compétition politique¹⁶, est également lié à l'image d'expertise technique qui lui est attachée. Les *think tanks* en France se présentent ainsi comme des lieux de réflexion basés non pas uniquement sur l'échange plus ou moins formel d'idées, mais avant tout sur la valorisation de la technicité des intervenants, à la source de la construction de leur image de modernité¹⁷. Ils entendent d'une certaine manière, pour reprendre l'analyse de Delphine Dulong sur la modernisation de la politique française, constituer une « *avant-garde modernisatrice* » parmi les « *modernisateurs* »¹⁸, et constituent un des témoignages « *de la montée de la figure de l'expert en France, [qui] est inséparable de la recomposition plus large des modes d'interventions des intellectuels dans l'espace public* »¹⁹.

1.2. Quelles convergences structurelles ?

Au-delà de ces convergences symboliques réelles – nécessaires à la constitution d'une catégorie mais la laissant cependant désincarnée –, il faut également s'interroger sur l'existence ou non de convergences structurelles entre des institutions qui présentent *a priori* une diversité de profils extrême.

1.2.1. Une diversité de profils extrême

L'importance du nombre de *think tanks* n'est pas étrangère à cette diversité de profils. Si cette diversité apparaît comme un lieu commun mis en avant dans chaque étude, académique ou journalistique, consacrée à l'objet *think tank*²⁰, elle mériterait toutefois une analyse détaillée.

¹⁶ Sur la valorisation du savoir économique dans l'espace public des années 1960 et son impact sur la transformation des représentations du métier politique, on peut voir notamment Delphine Dulong, « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence politique sous la Ve République », *Politix*, 1996 (9), pp. 109-130. On pourra également utilement se référer à Brigitte Gaïti, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 1990 (40), pp. 902-917.

¹⁷ S'agissant des *think tanks* spécialisés sur les relations internationales, on peut notamment se référer aux travaux d'Arnaud Le Gall qui a montré comment les organismes de production d'expertise internationaliste ont tenté de se construire, dans les années 1960-1970, une image de modernité en appelant au dépassement des « rigidités étatiques » et du « conservatisme académique » et en s'appuyant sur des couples d'opposition tels que « ouverture » / « cloisonnement », « société civile » / « Etat », « France / Etats-Unis », « archaïque » / « moderne ». Voir notamment Arnaud Le Gall, « L'Etat et la structuration d'un espace de savoirs internationalistes pour l'action. Des années 1960 à nos jours », communication au Congrès 2009 de l'Association française de science politique.

¹⁸ Delphine Dulong, *Moderniser la politique. Aux origines de la cinquième République*, Paris, L'Harmattan, 1997.

¹⁹ Arnaud Le Gall, « L'Etat et la structuration d'un espace de savoirs internationalistes pour l'action. Des années 1960 à nos jours », *op. cit.*

²⁰ On peut par exemple citer l'avant-propos de Geoffrey Gueuns au numéro 70 (2009) de la revue *Quaderni*, « Think tanks, experts et pouvoir » : « Si le phénomène fascine et interpelle, c'est peut-être au plus visible par la variété des institutions que recouvre le vocable en question, qu'il s'agisse d'organismes publics de recherche (...), de fondations politiques (...), de groupes de réflexion patronaux (...) ou d'autres organisations ouvertement

Congrès AFSP Paris 2013

177 *think tanks* français ont été recensés par le rapport 2012 "Global Go To Think Tanks Report And Policy Advice"²¹ – ce qui classe la France au 6^e rang des pays avec le plus grand nombre de *think tanks*, derrière les Etats-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde et l'Allemagne –, parmi lesquels on retrouve, pour ne prendre que deux exemples, une structure comme le *think tank* politique de gauche Terra Nova (classé 26^e dans la catégorie Meilleurs *think tanks* affiliés politiquement), et une structure comme l'IFRI, *think tank* académique spécialisé sur les questions internationales (classé 13^e dans la catégorie Meilleurs *think tanks* spécialisés sur les questions de sécurité et de relations internationales).

La conduite d'une comparaison rapide entre les *think tanks* politiques (de gauche et de droite) et les *think tanks* académiques spécialisés sur les questions internationales en France permet de montrer que ces institutions, partageant pourtant le même label, sont fortement dissemblables tant par leur taille, le volume et la structure de leur financement, leur rapport aux espaces étatique, économique, académique et politique que par leur objet²², leur degré de professionnalisation et les jeux d'opposition structurants autour desquels ils s'articulent, et donc de saisir la diversité de la réalité – ou, pour être plus exact, des réalités – englobée sous la désignation de *think tanks*. La même diversité se retrouve si l'on conduit cette comparaison *inter think tanks* politiques et *inter think tanks* académiques spécialisés sur les questions internationales (cf. tableau 1 « Appréhension de la diversité de l'espace des *think tanks* à travers les cas des *think tanks* académiques spécialisés sur les questions internationales et des *think tanks* politiques (de gauche et de droite) »).

partisanes (...). Quoi de commun en effet sur le plan de l'autonomie intellectuelle entre un centre universitaire d'études (...) et à l'autre extrême un advocacy group ».

²¹ Publiée sous la direction de James G. McGann, directeur du programme "Think tanks and civil societies" de l'Université de Pennsylvanie, cette enquête recense 6603 *think tanks* dans le monde, dont 1836 en Europe. Même si les choix méthodologiques à la base de ce recensement ne sont pas exempts de critiques, ces résultats offrent une photographie relativement exacte du paysage des *think tanks* en France et dans le monde.

²² Le rapport 2012 "Global Go To Think Tanks Report And Policy Advice" met en avant différentes formes d'affiliation possibles : à une université, à une administration, à un parti politique. Il définit par ailleurs pas moins de huit catégories différentes de *think tanks* en fonction de leur objet (politique de santé, environnement, sécurité et relations internationales, politique économique nationale, politique économique internationale, politique sociale, science et technologie, et transparence et bonne gouvernance).

Congrès AFSP Paris 2013

Tableau n°1 : Appréhension de la diversité de l'espace des *think tanks* à travers les cas des *think tanks* académiques spécialisés sur les questions internationales et des *think tanks* politiques (de gauche et de droite)

	<i>Think tanks</i> académiques spécialisés sur les questions internationales	<i>Think tanks</i> politiques (de gauche et de droite)
Budget	<p>< 100 000 € :</p> <p>100 000 € < x < 1 M€ :</p> <p>≥ 1 M€ : IFRI (6,6 M€, données 2011)</p>	<p>< 100 000 € : La Forge</p> <p>100 000 € < x < 1 M€ : Fondation Terra Nova (450 000 € en 2011)</p> <p>≥ 1 M€ : Fondation Gabriel Péri, Fondation Jean-Jaurès (2 M€), Institut Montaigne (3 M€), Fondation pour l'Innovation politique</p>
Structure de financement	<p><u>Financement privé majoritaire</u> :</p> <p><u>Financement public majoritaire</u> : FRS (80% - financée essentiellement par les prestations et travaux qu'elle réalise sur une base contractuelle pour ses partenaires publics et privés) ; IFRI (50%) ; IRIS</p>	<p><u>Financement privé majoritaire</u> : Fondation Terra Nova (mécénat d'entreprise à 80%), Institut Montaigne</p> <p><u>Financement public majoritaire</u> : Fondation Gabriel Péri, Fondation Jean-Jaurès, Fondation pour l'Innovation politique</p>
Degré de professionnalisation	<p><u>Nombre de permanents < 10</u> :</p> <p><u>Entre 10 et 50 permanents</u> : FRS</p> <p><u>Nombre de permanents > 50</u> : IFRI, IRIS</p>	<p><u>Nombre de permanents < 10</u> : Fondation Terra Nova</p> <p><u>Entre 10 et 50 permanents</u> : Fondation Jean-Jaurès, Institut Montaigne</p> <p><u>Nombre de permanents > 50</u> :</p>
Rapport aux espaces de pouvoir extérieurs	<p><u>Dépendance ministérielle</u> : CPE (sous l'autorité directe du ministre des Armées), FRS (liens organiques avec le ministère de la Défense)</p>	<p><u>Dépendance politique</u> : Fondation Gabriel Péri, Fondation Jean-Jaurès, Fondation pour l'innovation politique</p> <p><u>Proximité avec le monde économique</u> : Institut Montaigne</p>
Objet	<p><u>CPE - fournir une aide à la décision</u> : « prendre la mesure des enjeux stratégiques à long terme du pays et de l'évolution du contexte international pour fournir une aide à la décision »</p> <p><u>FRS - centre de recherche indépendant</u> : « elle réalise des études pour les ministères et agences français, les institutions européennes, les organisations internationales et les entreprises. Elle contribue au débat stratégique en France et à l'étranger »</p> <p><u>IFRI - centre de rencontres et de débats</u> : « favorise une interaction fructueuse entre les administrations, le secteur privé, la communauté internationale des chercheurs et les représentants de la société civile au</p>	<p><u>Fondation Gabriel Péri</u> : « contribuer à faire vivre et développer le patrimoine de réflexion et d'expérience accumulé en France par les luttes sociales et le mouvement des idées »</p> <p><u>Fondation Jean-Jaurès</u> : « fondation politique proche du Parti socialiste qui œuvre depuis vingt ans, en France et dans le monde, au développement de la démocratie par des propositions et des actions innovantes »</p> <p><u>Fondation Terra Nova - laboratoire d'idées progressiste</u></p> <p><u>Institut Montaigne - laboratoire d'idées, acteur du débat démocratique</u> : « analyser, comparer, proposer : telle est sa raison d'être »</p>

Congrès AFSP Paris 2013

	<p>cours d'échanges de vues avec acteurs ou observateurs qualifiés de la scène internationale »</p> <p><u>IRIS - l'expertise stratégique en toute indépendance</u></p>	<p><u>Fondation pour l'innovation politique - un <i>think tank</i> libéral, progressiste et européen</u> : « La Fondation ne saurait limiter son activité à l'observation. Si elle doit prendre une part active au débat intellectuel, elle doit, à la différence d'un centre de recherche universitaire, être capable de formuler des propositions et des recommandations innovantes à l'adresse des acteurs politiques, économiques et sociaux, tant publics que privés, français et européens. »</p>
<p>Opposition structurante</p>	<p><u>Usage souverainiste de la production d'expertise internationaliste</u> : CPE, IRIS</p> <p><u>Usage atlantiste de la production d'expertise internationaliste</u> : IFRI</p>	<p><u>Think tanks généralistes à structure permanente</u> : Fondation Jean-Jaurès, Fondation Terra Nova, Institut Montaigne, Fondation pour l'innovation politique</p> <p><u>Think tanks « émanations » d'une tendance ou d'un courant partisan</u> : La Forge, Cercle 21, Besoin de gauche, Répondre à gauche, Institut Edgar Quinet, Sémaphore, Réformer</p>

Congrès AFSP Paris 2013

Mais au-delà de cette diversité et des convergences symboliques mis en avant *supra*, nous allons montrer que les *think tanks* français, quelque soit leur dimension, le nombre de leurs permanents et le degré de structuration de leur organisation, se caractérisent tous, d'une part, par leurs modes d'organisations internes par réseaux et par projet²³ et, d'autre part, par leur nature structurellement hybride d'organisations situées dans les interstices d'espaces de pouvoir multiples – à l'image des *think tanks* américains étudiés par Thomas M. Medvetz –, hybridité qui, ne se limitant pas à des aspects tels que la structure de leur financement ou la composition de leurs conseils d'administration, caractérise également les propriétés sociales de leurs promoteurs.

Le constat d'une hétérogénéité des *think tanks* liée non seulement à des divergences de forme mais également ancrée dans les configurations d'opposition interne à l'espace des *think tanks* (cf. *supra* tableau 1), conduit en effet à tenter d'appréhender la diversité des *think tanks* au regard de convergences non pas formelles mais structurelles.

1.2.2. Un fonctionnement « en réseaux » et « par projets »

La première convergence structurelle que révèle l'analyse des *think tanks* réside dans leurs modes d'organisations internes en réseaux et par projets, mode de fonctionnement qui n'est pas sans rappeler les analyses conduites par Luc Boltanski et Eve Chiapello sur les recompositions du capitalisme. Une double échelle de répartition des rôles s'établit en effet au sein des *think tanks*, qu'ils soient politiques ou à vocation académique, fondée « sur l'initiative des acteurs et l'autonomie relative de leur travail »²⁴.

Terra Nova, *think tank* politique de gauche fondé en 2008 se définissant comme un laboratoire d'idées progressiste, est ainsi structuré en un conseil d'administration et un conseil d'orientation scientifique, une équipe exécutive chargée d'assurer « le suivi, la mise en cohérence et la valorisation des réflexions menées, le fonctionnement quotidien de l'association, le développement de nouveaux projets »²⁵, et un cabinet des experts organisé en pôles d'expertise (économie et finances, éducation, culture, etc.) et en groupes de travail animés par des coordinateurs. Les structures thématiques, qu'il s'agisse des « groupes de travail » ou des « pôles », sont extrêmement flexibles et à géométrie variable. L'appartenance à ces structures n'est liée à aucune activité régulière obligatoire, production ou participation à des réunions. Seules, de manière périodique, des demandes de confirmation de la participation au cabinet des experts sont envoyées à ces derniers. Les experts de Terra Nova, prioritairement sollicités sur les thématiques en lien avec leur capacité spécifique d'expertise, se répartissent donc dans les faits en membres passifs et membres actifs, et cette répartition est avant tout fondée sur leur capacité et leur volonté d'initiative respectives.

L'analyse de l'activité des membres du pôle économie et finances pendant les 20 premiers mois qui ont suivi la création de Terra Nova (de mai 2008 à mars 2010) permet non seulement d'illustrer cette distinction entre membres passifs et membres actifs du *think tank*, mais également de dessiner le profil-type des membres de chacune de ces deux catégories. Sur la période examinée, le pôle économie et finances comptait 85 membres, dont seuls 30 ont pris part de manière active – que ce soit par l'écriture de notes, la contribution à la rédaction

²³ Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 2000. Cette similitude est notamment soulignée par Arnaud Le Gall dans « L'Etat et la structuration d'un espace de savoirs internationalistes pour l'action. Des années 1960 à nos jours », *op. cit.*.

²⁴ Luc Boltanski, Eve Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, *op. cit.*.

²⁵ Plaquette de présentation de Terra Nova.

Congrès AFSP Paris 2013

d'essais, la participation aux réunions du pôle ou à des groupes de travail, ou l'intervention dans des boucles mails – à la production de Terra Nova. Si on analyse statistiquement l'absence d'implication ou l'implication telle que définie ci-dessus des membres au regard de huit caractéristiques personnelles – sexe, âge, formation²⁶, appartenance au secteur public ou au secteur privé, activité professionnelle, appartenance à un cabinet ministériel entre 1997 et 2002²⁷, membre du conseil scientifique de Terra Nova –, le déterminant principal (statistiquement significatif à 5%) de la probabilité d'être actif dans le pôle économie et finances est l'appartenance au secteur privé²⁸ : toutes choses égales par ailleurs, le fait de travailler dans le public plutôt que dans le privé diminue de 29 points de pourcentage la probabilité d'être actif, alors même que le secteur public est fortement surreprésenté parmi les membres du pôle économie et finances (60 d'entre eux, soit plus de 70%, appartenant au secteur public)²⁹.

Ce résultat, confirmé lorsque l'on analyse l'implication des membres en fonction du type d'activité (le fait de travailler dans le public plutôt que dans le privé diminue de 26 points de pourcentage la probabilité de publier une note ou de participer à une publication Terra Nova), est intrinsèquement lié au mode de recrutement des experts de Terra Nova. On peut en effet distinguer deux dimensions inégalement explicatives du choix des experts recrutés : la recherche de compétences, à fortement nuancer par le fait que seul un nombre réduit de membres sont réellement actifs, et un recrutement par réseaux, notamment parmi les anciens élèves d'un nombre réduit de « grandes écoles », en lien avec les propriétés sociales des responsables du *think tank*³⁰. Or ce mode de recrutement par réseaux est un des facteurs explicatifs du fait que l'appartenance au secteur privé est le déterminant principal de la probabilité d'être un membre actif : faisant moins souvent partie que les membres appartenant au secteur public du réseau des grandes écoles des responsables de Terra Nova (seuls 20% des membres du pôle économie et finances appartenant au secteur privé sont anciens élèves de l'ENA contre 30% pour ceux appartenant au secteur public), les experts du secteur privé sont avant tout recrutés pour leur participation réelle à l'activité du *think tank*. Par ailleurs, le mode de fonctionnement par projets du *think tank* renforce l'importance d'être actif pour les membres appartenant au secteur privé. Le fait d'associer son nom – que ce soit publiquement ou dans le respect d'un devoir de réserve – à la production d'un *think tank* politique de gauche qui se présente explicitement comme un réservoir de futurs membres de cabinets ministériels, joue un rôle potentiel plus important pour eux que pour les membres appartenant au secteur public. Ces derniers font en effet partie du « vivier naturel » du recrutement des cabinets ministériels, alors que pour les membres de Terra Nova appartenant au secteur privé, la participation active à la production du *think tank* est un levier réel pour se faire connaître et reconnaître.

²⁶ Sur les 85 membres de l'échantillon, 62 sont d'anciens élèves d'« grande école » (ENS, ENSAE, ENA, IEP de Paris, Polytechnique, Centrale, Ecole des Ponts, Mines, HEC, ESSEC).

²⁷ C'est-à-dire, en mars 2010, la dernière période au pouvoir d'un gouvernement de gauche.

²⁸ Méthode de traitement de la base de données : régressions en utilisant la méthode des moindres carrés ordinaires. Résultats confirmés lorsque l'on introduit les variables explicatives une à une plutôt que toutes ensemble.

²⁹ Surreprésentation des cadres du secteur public déjà notée par Loïc Blondiaux dans son analyse de deux clubs politiques proches de la gauche socialiste dans les années 1980. Cf. Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, 1988, 1 (2), pp. 29-42.

³⁰ Sur la période analysée, le président et le directeur de cabinet sont en effet anciens élèves de l'ENA et anciens membres de cabinet ministériel sous le gouvernement de Lionel Jospin, le vice-président et la trésorière sont anciens élèves d'HEC, et le directeur éditorial enseigne à l'IEP de Paris.

Congrès AFSP Paris 2013

Tableau n°2 : Analyse des déterminants de la probabilité d'être actif au sein du pôle économie et finances du *think tank* Terra Nova

Table 1: Estimation results : regress		
Variable	Coefficient	(Std. Err.)
dum_ena	-0.019	(0.137)
dum_gecole	0.017	(0.136)
dum_public	-0.292*	(0.130)
dum_ens_ch	-0.087	(0.158)
dum_cons_sc	0.232	(0.146)
dum_cab	-0.272†	(0.162)
Intercept	0.562**	(0.115)
<hr/>		
N	82	
R ²	0.157	
F (6,75)	2.328	
<hr/>		
Significance levels : † : 10% * : 5% ** : 1%		

On retrouve ce mode de fonctionnement en réseaux et par projets d'un *think tank* politique au budget inférieur à un million d'euros (financé par du mécénat d'entreprises à plus de 80%) et employant moins de dix permanents, dans l'analyse du mode de fonctionnement d'un *think tank a priori* aux antipodes, à savoir l'Institut français des relations internationales (IFRI), *think tank* académique spécialisé sur les questions internationales employant 52 personnes (dont 11 personnes pour le secrétariat général et 5 personnes pour la direction du développement stratégique), et doté d'un budget supérieur à 6 millions d'euros financé à 50% par de l'argent public.

Si la production de l'IFRI, institut structuré en laboratoires, centres et comités d'études et programmes de recherches³¹ regroupant des chercheurs salariés, ne dépend pas de l'implication plus ou moins forte de ses membres à l'image de celle du *think tank* Terra Nova, le principe du fonctionnement en réseaux se retrouve au niveau de l'insertion de l'IFRI dans un réseau de pouvoir d'une part, et dans un réseau d'entreprises multinationales d'autre part³².

A ce mode de fonctionnement en réseaux et par projets partagés par les *think tanks* s'ajoutent des choix de forme semblables. Les divergences de fond masquent en effet un accord sur la forme : si les messages diffèrent, le choix des vecteurs, dont n connaît toute l'importance dans l'art de la communication, fait quant à lui l'objet de convergences fortes. Les productions des

³¹ Laboratoire de recherche sur la défense, Centres des études de sécurité, Asie, franco-autrichien, Russie/NEI et Migrations et Citoyennetés, Comité d'études des relations franco-allemandes, Programmes Energie, Espace, Etats-Unis, Afrique, Maghreb et Turquie contemporaine

³² « L'IFRI tout d'abord communique sur les deux registres de la proximité et de la distance vis-à-vis de la puissance publique. [...] Il prétend aussi dialoguer d'égal à égal avec les entreprises multinationales, être un lieu de rencontre prestigieux et appartenir à un réseau élitiste d'hommes d'action plutôt qu'à l'univers de la recherche » (Lucile Desmoulin, *Le rôle des Think tanks dans les processus de décision de politique extérieure : analyse comparée, Etats-Unis, Royaume-Uni, France, op. cit.*, citation extraite du résumé). Voir également l'analyse que fait Lucile Desmoulin du site internet de l'IFRI : « L'IFRI, par exemple, se présente à travers les photos de son site comme un prestigieux lieu de rencontres et de représentation diplomatique (architecture du bâtiment) et comme le centre névralgique d'un réseau d'entreprises (respect scrupuleux des codes de la communication corporate) » (Lucile Desmoulin, « Profits symboliques et identité(s) : les think tanks entre affirmation et dénégation », *Quaderni*, 70, Automne 2009, p. 17).

Congrès AFSP Paris 2013

think tanks sont avant tout des exercices de styles, dont la technicité s'apprend soit, pour les productions les plus académiques, dans les centres de recherche, soit, pour les productions les plus politiques, dans les instituts d'études politiques.

2. L'espace des think tanks : un espace hétéronome éclaté entre logiques politico-étatiques, académiques, médiatiques et économiques

C'est à la lumière de ces convergences symboliques et structurelles que l'on peut s'interroger sur la pertinence de penser l'espace des *think tanks* à partir du concept de « *champ faible* ».

Le concept de « *champ faible* » proposé par Christian Topalov dans son analyse de la nébuleuse réformatrice présente une double caractéristique : le « *champ faible* » est d'une part un espace dont les réussites se traduisent le plus souvent par des sorties du champ (vers l'administration, la politique ou les entreprises), et d'autre part un espace qui tire toutes ses logiques de pouvoirs extérieurs.

2.1. Penser les sorties de champ à travers l'analyse des trajectoires individuelles

L'espace français des *think tanks* est un espace dont les réussites se traduisent le plus souvent par des sorties du champ, à la fois sous la forme de sorties de champ collectives – la fin des activités d'un *think tank* pouvant soit prendre la forme d'une cessation progressive des activités, soit prendre la forme d'un arrêt subit –, mais également sous la forme de trajectoires individuelles.

S'agissant des sorties de champ collectives, l'arrêt au 1^{er} janvier 2000 des activités de la Fondation Saint-Simon, qui a longtemps constitué « *le modèle des think tanks* » en France³³, a été annoncé publiquement six mois auparavant par Pierre Rosanvallon dans un article paru dans le journal *Le Monde* le 23 juin 1999³⁴.

Mais les sorties de l'espace français des *think tanks* peuvent surtout être appréhendées à travers l'analyse des trajectoires individuelles de leurs membres. L'élection à la présidence de la République de François Hollande, à la victoire duquel appelait le *think tank* Terra Nova et qui peut donc être lue comme une réussite pour cette structure, s'est traduite par le recrutement dans plusieurs cabinets ministériels ou structures associées des experts de ce *think tank*, qui ont de fait déserté les groupes et les réunions de travail³⁵.

Des parcours similaires s'observent s'agissant des *think tank* académiques spécialisés sur les questions internationales, et le parcours de Camille Grand est à ce titre exemplaire. Chercheur à l'IRIS de 1994 à 1998, puis à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne de 1998 à 1999, avant d'être chercheur associé à l'IFRI de 2000 à 2002, il est alors nommé conseiller diplomatique adjoint du ministre de la Défense, en charge du suivi des exportations sensibles, poste qu'il occupera jusqu'en 2006. Devenu sous-directeur des questions multilatérales et du

³³ Gisèle Sapiro, « Modèles d'intervention politique des intellectuels. Le cas français », *Actes de la recherche en sciences sociales*, *op. cit.*, p. 30.

³⁴ Pierre Rosanvallon, « La Fondation Saint-Simon, une histoire accomplie », *Le Monde*, 23 juin 1999.

³⁵ Comme le montre Florent Champy qui y consacre les premières pages de *La sociologie des professions* (Paris, PUF, 2009), l'expertise renvoie toujours à des luttes et à des recompositions professionnelles.

Congrès AFSP Paris 2013

désarmement au sein de la direction des affaires stratégiques, de la sécurité et du désarmement du ministère des Affaires étrangères et européennes mais sans véritable perspective de carrière au sein du quai d'Orsay, il fait le choix de revenir dans l'espace des *think tanks* en se faisant désigner en mai 2008 directeur de la FRS.

Ce phénomène de réussites se traduisant le plus souvent par des sorties du champ avait déjà pu être observé par Loïc Blondiaux en 1988 dans sa monographie de deux clubs politiques, Espaces 89 et Démocratie 2000³⁶, qui peuvent être vus comme les précurseurs des *think tanks* politiques en France, même s'ils n'en partagent pas toutes les caractéristiques. Loïc Blondiaux met en effet en avant, à partir de l'analyse de l'origine socioprofessionnelle des membres du club politique de gauche constitué en juin 1983 Espace 89, deux phénomènes : en 1985, 33% des membres du club font partie des cabinets ministériels ; en 1987, c'est-à-dire après la victoire de la droite aux élections législatives de mars 1986, deux-tiers de ces ex-membres des cabinets ministériels n'ont pas renouvelé leur adhésion. Blondiaux montre que l'appartenance au club a joué pour ses membres un rôle de catalyseur pour leur recrutement en cabinets, même si elle n'a pas été le seul facteur déterminant – « *si le club est expressément aménagé afin de permettre un accès direct à certains responsables politiques, la possibilité de faire "bon usage" de cette relation suppose que l'on possède les qualités qui permettront de se faire reconnaître de ce ou de ces leaders* »³⁷. Mais le club ayant joué son rôle pour faciliter l'accès aux cabinets et ne pouvant plus, après la constitution d'un gouvernement de droite en 1986, continuer à remplir sa fonction d'accélérateur de trajectoires individuelles, il est déserté par ceux dont il a constitué un des éléments de la réussite.

2.2. *L'hybridité comme critère de compétences*

Espace dans lequel les réussites individuelles se traduisent le plus souvent par des sorties du champ, l'espace français des *think tanks* est également, et il partage là-aussi les caractéristiques des « *champs faibles* » tels que définis par Christian Topalov, un espace qui tire toutes ses logiques de pouvoirs extérieurs.

Cette dépendance des *think tanks* français à l'égard des logiques de pouvoirs extérieurs est double. Elle caractérise en effet à la fois les *think tanks* en tant qu'institutions et les acteurs de ces *think tanks*, dont l'hybridité est la principale ressource. S'agissant du premier point et si l'on s'intéresse au cas des *think tanks* politiques de gauche (qu'ils soient généralistes à structure permanente ou émanations d'un courant politique), leur positionnement, tout comme leur stratégie et leur audience, est étroitement lié au jeu politique partisan d'une part et aux résultats électoraux d'autre part. Carole Bachelot a ainsi montré que l'image de la fondation Jean-Jaurès, créée en 1992 à l'initiative de Pierre Mauroy – qui en avait conçu le projet au congrès de Rennes du parti socialiste de mars 1990 –, a été fortement marquée à partir de 1999 par la présidence du conseil d'orientation scientifique par Dominique Strauss-Kahn (obligé de quitter son poste de ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie), dont « *l'omniprésence (...) a sans doute éloigné l'objectif de l'institutionnalisation de la Fondation en tant qu'organisation autonome* »³⁸.

³⁶ Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *Politix*, 1988, vol. 1 (2), p. 29-42.

³⁷ *Ibid*, p. 40.

³⁸ Carole Bachelot note notamment que « *l'omniprésence de D. Strauss-Kahn a sans doute éloigné l'objectif de l'institutionnalisation de la Fondation en tant qu'organisation autonome* » (« Les experts au Parti socialiste.

Congrès AFSP Paris 2013

L'hybridité qui caractérise au niveau individuel les principaux promoteurs des *think tanks* français renforce également la dépendance de cet espace aux logiques de pouvoirs extérieurs. L'hybridité de ces promoteurs, qu'ils valorisent comme compétence professionnelle, constitue en effet à la fois leur principale force – Arnaud Le Gall a montré, à travers l'analyse des trajectoires de Thierry de Montbrial (fondateur et directeur de l'IFRI), de Pascal Boniface (fondateur et directeur de l'IRIS) et de François Heisbourg (directeur de la FRS de 2001 à 2005), que leur multipositionnalité représentait « *la ressource principale d'acteurs qui, cumulant certes les fonctions, mais souvent à des postes de second rang, ont aussi pour caractéristique d'être situés dans les régions dominées du champ du pouvoir* »³⁹ –, et leur principal facteur de dépendance. Multipositionnés mais à la marge de chacun de leur champ d'inscription⁴⁰, les promoteurs des *think tanks* français font en effet figures de dominés dans le monde administratif par rapport aux hauts fonctionnaires de ces grands corps dont ils sont rarement issus – on peut reprendre ici l'exemple de Camille Grand qui ne se voyait pas offrir de carrière au quai d'Orsay –, dans le monde universitaire par rapport à des collègues plus renommés sur le plan scientifique, dans le monde politique par rapport aux professionnels de la politique, hauts fonctionnaires, universitaires renommés, professionnels de la politique dont l'impact sur l'évolution de leurs trajectoires individuelles peut se révéler décisif. Mais, dans le même temps, les promoteurs des *think tanks* français constituent par leurs appartenances multiples des ponts entre ces mondes dont le décloisonnement est une nécessité, jouant, pour reprendre l'analyse que fait Haroun Jamous des « *marginiaux sécants* », « *le rôle indispensable d'intermédiaire et d'interprète entre des logiques d'action différentes voire contradictoires* ».⁴¹

2.3. *L'espace français des think tanks : un espace à l'intersection des espaces de pouvoir*

De la même manière que Loïc Blondiaux soulignait en 1988 l'intérêt, non de proposer un répertoire, une typologie ou une généalogie des clubs politiques contemporains, mais de s'interroger sur la structure d'interaction dans laquelle naissent et subsistent les clubs⁴², c'est donc la position des *think tanks* français – qui sont, tout comme les clubs, des « *groupes susceptibles d'être l'objet d'investissements et d'usages sociaux diversifiés* »⁴³ – à l'intersection des espaces de pouvoir politiques, économiques et intellectuels qui retient aujourd'hui l'attention.

Réseaux et modalités de recours à l'expertise », communication au Colloque de l'Association française de science politique, 2002).

³⁹ Arnaud Le Gall, « L'Etat et la structuration d'un espace de savoirs internationalistes pour l'action. Des années 1960 à nos jours », *op. cit.*. Pour une présentation détaillée des trajectoires de Thierry de Montbrial et de Pascal Boniface, on peut également se référer à Arnaud Le Gall, « Les usages d'un "modèle américain" dans l'espace de l'expertise internationaliste en France », *op. cit.*

⁴⁰ Nous empruntons le concept de « *multipositionnalité "à la marge"* » à Delphine Dulong, *Moderniser la politique. Aux origines de la Ve République*, Paris, L'Harmattan, 1998 p. 17.

⁴¹ Haroun Janous, *Contribution à une sociologie de la décision : la réforme des études médicales et des structures hospitalières*, Paris, Copédith, 1968, cité in Michel Crozier, Erhard Friedberg, *L'acteur et le système : les contraintes de l'action collective*, Paris, Seuil, 1977 pp. 350 et suiv.

⁴² Loïc Blondiaux, « Les clubs : sociétés de pensée, agencement de réseaux ou instances de sociabilité politique ? », *op. cit.*, p. 29.

⁴³ *Ibid.*, p. 40.

Congrès AFSP Paris 2013

L'espace des *think tanks* pourrait représenter demain un champ de recherche particulièrement riche pour la science politique française dès lors que seront dépassées les définitions substantialistes dont nous avons souligné les limites. Il existe notamment, au travers du concept de « *champ faible* », une possibilité de penser une unité, par-delà leur diversité, de l'espace des *think tanks*.